

Délais de traitement des dossiers de résidence permanente : Il faut procéder au traitement immédiat des dossiers du Québec dans l'inventaire fédéral

Québec, le 11 mai 2021 – Cinq jours après l'ouverture du programme fédéral d'accès à la résidence permanente pour 90,000 personnes, une action du gouvernement du Québec se fait toujours attendre pour les plus de 50,000 personnes sélectionnées par le Québec qui attendent leur résidence permanente, parfois depuis plusieurs années. L'organisation *Le Québec c'est nous aussi* organisait aujourd'hui une conférence de presse devant l'Assemblée Nationale pour demain un traitement humain de ces personnes.

Depuis le 6 mai, les personnes à statut temporaire ayant obtenu un diplôme du Canada, ainsi que les francophones et les travailleuses et travailleurs des services essentiels sont éligibles - à certaines conditions - à un programme fédéral d'accès à la résidence permanente à condition de déclarer ne pas vouloir s'installer au Québec.

L'ouverture de ce programme fédéral met en lumière les deux approches prises par les gouvernements du Canada et du Québec. Là où le Québec privilégie l'immigration temporaire et précaire en limitant, à l'aide de seuils, l'accès à la résidence permanente, le Canada semble faire un pas pour donner un statut stable aux personnes immigrantes qui participent déjà à la vie et l'économie canadienne.

En effet, dans une réponse de demande d'accès à l'information, le ministre fédéral de l'immigration, Marco Mendicino, indiquait en janvier que "Le secteur d'activité lié au programme des travailleurs qualifiés (Québec) (PTQQ) a connu un moratoire temporaire visant les fonctions liées à la réception des demandes en 2019, le traitement se poursuivant à un rythme lent. Cette mesure était attribuable aux restrictions imposées par le gouvernement du Québec quant aux admissions en raison d'un nombre limité de places dans les niveaux annuels. Par conséquent, il restait encore un nombre considérable de demandes à traiter dans la salle de courrier pour ce secteur d'activité, même avant la COVID."

Ceci prouve que c'est bien en raison des seuils établis par le Québec que le traitement de ces dossiers à l'échelon fédéral a été ralenti.

Pour Thibault Camara, président du Québec c'est nous aussi, le manque d'action du gouvernement du Québec pour retenir des personnes qui habitent et contribuent déjà au Québec, provoquera une fuite des personnes dont on a le plus besoin.

“Le Québec répète sans cesse qu’il souhaite arrimer l’immigration avec ses besoins de main-d’œuvre. Il semble oublier que derrière la main-d’œuvre, il y a des humains qui ne souhaitent qu’une chose: s’établir ici et construire une vie stable. Il devient de plus en plus évident, même pour des personnes déjà ici, que cela est beaucoup plus difficile à faire au Québec qu’ailleurs au Canada. Oublier les seuils pendant quelques minutes de courage politique et demander à Ottawa de procéder immédiatement au traitement des milliers de dossiers de l’inventaire montrerait aux personnes qui ont choisi le Québec que le gouvernement a à cœur de les voir rester ici.”

Le Québec c’est nous aussi essaie de rencontrer le cabinet de la ministre Nadine Girault depuis novembre 2020 pour l’avertir de cet enjeu et trouver des solutions ensemble. L’organisation reste déterminée à travailler de concert avec le gouvernement afin de permettre aux personnes sélectionnées par le Québec de sortir de la précarité, si le cabinet souhaite les entendre.

Citations

« La Ministre de l’Immigration continue à nier les délais et blâme Ottawa pour ces derniers. Le gouvernement de la CAQ doit agir maintenant, la réputation du Québec à l’international est marquée pour longtemps. Nous demandons à la Ministre Nadine Girault d’ajouter des ressources pour le traitement des demandes. Le cafouillage au MIFI doit cesser, nous avons le devoir de traiter avec célérité ces demandes. Le Québec doit redevenir une destination de choix pour ces familles et ces talents. »

- **Christine St-Pierre**, Porte-parole de l’opposition officielle en matière d’Immigration.

« Depuis le début du mandat de la CAQ, on assiste au démantèlement de notre système d’immigration. D’un côté, M. Legault baisse les seuils d’immigration et met des barrières à l’accès à la résidence permanente. De l’autre côté, il fait de plus en plus appel à la main-d’œuvre des travailleurs immigrants temporaires qui, à cause de leur statut d’immigration, sont davantage exposés à des abus et à la précarité. Le gouvernement du Québec doit arrêter de traiter les personnes immigrantes comme de la chair à PIB ou comme des chiffres qu’on peut déplacer d’une colonne à l’autre. Nous avons besoin du leadership de Québec afin de régulariser rapidement les statuts des personnes immigrantes qui sont déjà installées ici et qui contribuent tant à notre société ! » Andrés Fontecilla, porte-parole de Québec solidaire en matière d’immigration.

- **Catherine Dorion**, Députée de Taschereau, Québec Solidaire

« Avec une telle gestion de mon dossier d’immigration, j’ai été plongée dans l’incertitude de voir mes projets se réaliser, le stress de ne pas savoir si je pourrais rester au Québec en attendant ma RP, bien que j’y construisse ma vie depuis 3 ans. J’ai l’impression que mon projet de vie est suspendu au bout d’un fil tenu par deux gouvernements en opposition qui se renvoient la balle aveuglément et en silence à notre sujet. Pourtant, j’ai été sélectionnée par le Québec. »

- **Anne Lamarque**, immigrante française

« Au bout de 6 et demi ans au Canada, j’étais en statut implicite. Pour ceux qui ne le savent pas, cela signifie que mon permis de travail était expiré et que ma demande de renouvellement n’était pas encore approuvée, en un mot je n’avais plus de document

d'immigration valide. Durant ce fameux statut implicite, il m'était impossible de pouvoir faire d'emprunt pour acheter un appartement. Les banques ont répondu gentiment qu'elle ne pouvait prêter qu'à des personnes ayant un statut « légal » au Canada. »

- **Louise Mazauric** , immigrante française

-30-

Renseignements :

Claire Launay (Le Québec, c'est nous aussi), 438-825-2210, clairelaunay.nt@gmail.com